

CEMAC

Un début d'année morose sur le marché des obligations de la Bvmac



La bourse sous-régionale fait de plus en plus preuve d'illiquidité. A la fermeture du marché le 27 janvier 2025, aucune transaction n'a été enregistrée. Qu'il s'agisse des actions ou des obligations, pas un seul titre n'a été transigé. Pourtant, la demande et l'offre ne manquent pas. **P.5**

FISCALITÉ

L'impôt sur les sociétés ramené à 30% au Congo P.11

NOTATION SOUVERAINE

Fitch Ratings abaisse la note du Gabon à CCC P.4

PROJET DE KIKOT-MBEBE

KHPC lance un appel à candidatures pour trois lots stratégiques



Il s'agit respectivement des travaux de génie civil, d'équipements électromécaniques et de mise en place des lignes d'évacuation et des postes de transformation d'énergie. Les détails en P9

RECETTES DOUANIÈRES

Le Cameroun franchit la barre des 1 000 milliards FCFA en 2024



L'année 2024 a été marquée à l'échelle mondiale par des chocs économiques à l'instar des attaques contre les navires en mer Rouge qui ont perturbé les voies maritimes entraînant de ce fait, des déviations coûteuses et des retards dans les échanges commerciaux. Malgré ce contexte contraignant, la Direction générale des Douanes du Cameroun a su démontrer

une fois de plus sa résilience et sa capacité d'adaptation. L'institution dirigée par Fongod Edwin Nuvaga a ainsi mobilisé des recettes de l'ordre de 1 055,9 milliards de Fcfa en 2024 après 1 022,6 milliards de Fcfa en 2023 soit une hausse de 33,3 milliards de Fcfa (+3,3%) en glissement annuel. **P.8**

SECTEUR MINIER

Canyon Resources lève 78 milliards FCFA pour la bauxite de Minim Martap

Détenteur du permis d'exploitation du gisement de bauxite de Minim Martap à travers sa filiale Camalco, l'Australien Canyon Resources vient de réaliser une importante levée de fonds à l'international pour financer l'acquisition du matériel roulant (wagons et locomotives) destiné à acheminer le gisement vers le Port de Douala

pour exportation. La société est également en pourparlers avancés avec Camrail pour exploiter le chemin de fer. Un progrès significatif vers la monétisation de cet actif minier qui devrait générer d'importantes ressources au Trésor public. **P.4**

CAMEROUN

Après le cacao, le prix du café bat un record historique



Depuis décembre dernier, la conjoncture du marché du café est devenue favorable pour les acteurs de la filière habitués à une rémunération modeste, oscillant entre 1 900 Fcfa et 2 300 Fcfa/kg. Le prix de référence du café camerounais a atteint 4 736 Fcfa /Kg sur le tableau des prix quotidiens de l'Office national du cacao et du café (Oncc), un record historique. Cependant, cette tendance profite aux géants du négoce et transformateurs plus qu'aux petits producteurs, qui pourtant assurent 2/3 de la production nationale. **P.10**

MONNAIE ET FINANCE

La BEAC et la BCEAO renforcent leur coopération



À Yaoundé où ils ont tenu une séance de travail le 27 janvier dernier, les Gouverneurs de la BCEAO et de la BEAC ont décidé d'intensifier leur coopération d'ici à 2026 en mettant l'accent sur divers domaines stratégiques : la cybersécurité, l'inclusion financière, l'interconnexion des systèmes et moyens de paiements... Une initiative qui devrait contribuer à soutenir les dynamiques économiques et financières au sein de la CEMAC et de l'UEMOA. **P.5**

LE FOCUS

Transport ferroviaire : l'Etat choisit le géant américain General Electric pour acquérir de nouvelles voitures voyageurs d'un coût de 110 milliards de Fcfa

Le Cameroun s'apprête à moderniser son parc ferroviaire en investissant 110 milliards de Fcfa dans l'acquisition de nouvelles locomotives, dernier cri auprès du géant américain General Electric. C'est ce qui ressort de la 43^{ème} session du Comité interministériel des infrastructures ferroviaires (Comifer), tenue à Yaoundé le 26 décembre dernier sous la présidence du ministre camerounais des Transports. Etaient également présents le Directeur régional d'Africa Global Logistics (AGL), le Président du Conseil d'administration et du Directeur général de Camrail, concessionnaire du chemin de fer camerounais et filiale d'AGL.

Cette annonce intervient quelques jours après une mutation stratégique au sein de la direction générale de Camrail. L'Ivoirien Joël Hounsou a en effet remplacé Pascal Miny à la tête de cette filiale d'AGL. Cette nouvelle vient compléter les informations obtenues il y a quelques jours auprès du ministère des Transports : outre l'acquisition de locomotives, Camrail prévoit d'acheter 60 nouvelles voitures voyageurs, notamment des voitures couchettes et des voitures assises de première et deuxième classe, afin de répondre à la croissance de la demande et d'améliorer le confort des voyageurs sur les lignes urbaines et interurbaines. Ces acquisitions, s'inscrivant dans le deuxième programme quinquennal des investissements ferroviaires 2025-2029, devraient permettre de moderniser significativement le réseau national.

Au Cameroun, ce projet s'inscrit dans une stratégie plus large d'extension du réseau ferré camerounais. Celle-ci inclut notamment la construction de la ligne Ngaoundéré-Ndjamena et la réalisation des principaux projets structurants du Plan directeur ferroviaire national adopté en 2012, à savoir les lignes Edéa-Kribi-Campo, Douala-Limbé-Idenau et Douala-Ngaoundéré. Le projet de la ligne Mbalam-Kribi, dont le financement et la construction sont régis par un contrat de partenariat public-privé (PPP) signé en février 2022, a également été évoqué lors de cette rencontre à Yaoundé.

Choix stratégique

Fort d'une solide expérience dans le secteur des transports, General Electric a été choisi pour fournir du matériel roulant de haute qualité au Cameroun, garantissant ainsi un service plus rapide, plus confortable et plus fiable aux voyageurs. Le groupe américain, connu pour son expertise en matière de conception et de fabrication de moteurs et de systèmes électriques, est particulièrement bien placé pour répondre aux besoins spécifiques du marché ferroviaire.

Bien que General Electric ait récemment été scindé en trois entités distinctes (GE Aerospace, GE Vernova et GE Healthcare), c'est l'une des premières qui est la plus susceptible de fournir les locomotives et les voitures ferroviaires commandées par le Cameroun. En effet, GE Aerospace, avec ses décennies d'expérience dans la conception de moteurs et de systèmes pour l'aviation commerciale et militaire, dispose des compétences et des technologies nécessaires pour développer des solutions innovantes et performantes pour le secteur ferroviaire. En 2023, ses activités aéronautiques (propulsion, services et systèmes) qui ont généré un chiffre d'affaires de 32 milliards de dollars, dont 29,9 milliards dans l'aviation commerciale et 9 milliards dans la défense.

Problèmes logistiques

Entretemps, les plaintes persistent sur la qualité de la logistique de Camrail ainsi que le traitement des passagers entre autres. A ce sujet, Pascal Miny estime que la digitalisation a permis à la société dont il a la charge de « diminuer par 2, l'occurrence des détresses (pannes) qui bloquent le train en pleine ligne ». De plus, « on améliore les choses étape par étape et puis, certaines de ces dispositions particulières pour les passagers, pour le suivi. Le matériel, on l'achète au fur et à mesure et on le remplace », reconnaît-il. Pour mémoire, en novembre 2023, Camrail annonçait un investissement propre de 3,3 milliards pour l'acquisition des matériaux de travaux de rénovation et de réhabilitation du chemin ferré.

LES CHIFFRES

154 km

Ngaoundéré-Garoua

Dans le cadre des travaux de réfection de la Nationale N°1 Yaoundé-Kousséri, le gouvernement par le biais du ministère des Travaux publics accorde une attention particulière aux axes Meiganga, Garoua et Ngaoundéré. Dans le détail sur la section Meiganga-Ngaoundéré 233 nids-de-poule ont été colmatés soit une surface de 1192 m² sur un linéaire total de 155 KM. Sur l'axe Ngaoundéré-Garoua, les équipes sur le terrain ont procédé à la réfection 4 157 nids-de-poule et 197 points critiques soit 26 329,96 m² de chaussée remis à neuf sur une distance de 154 KM. En totalisant les réalisations déjà effectuées sur les axes concernés, les travaux ont permis de colmater 4 390 nids-de-poule en sécurisant 197 points critiques. Conséquence, une amélioration du trafic.

6

milliards de Fcfa Couverture tontines

Au Cameroun, le marché des tontines représente une assiette de plus de 6 milliards de Fcfa de primes à capter chaque année pour les assurances. Une estimation adossée sur un recensement de plus de 11 000 associations de tontines pour 320 000 membres à assurer. Ce nouveau marché représente pour l'Association des assurances du Cameroun (Asac) une niche d'opportunités financières dans le domaine de l'assurance informelle. Lancée en août 2024, la phase pilote du projet y réfèrent, dénommé TontineRe, a, à date, permis à 80 tontines sur 241 étudiées de tester les services d'assurances tontines. A terme, ce projet pourrait contribuer à relever les résultats des activités d'assurance communautaire qui ont plafonné à 47,693 milliards de Fcfa en 2023.

LE VISAGE

Cédric Ngbwa Ngbwa lance Mondocoti, une solution de collecte communautaire électronique



Le Camerounais Hugues Cédric Ngbwa Ngbwa vient de mettre sur pieds la startup financière

LE GRAPHIQUE

Budgétisation sensible au climat : 225,3 milliards de Fcfa pour 2025

Pour l'année expérimentale de la budgétisation sensible au climat (BSC), le Cameroun engage 09 administrations pilotes pour un montant global de 225,3 milliards de Fcfa soit 12,27% du budget total des 09 administrations. Le budget d'investissement des 09 administrations concerne le ministère des Travaux publics (Mintp), le ministère de l'Habitat (Minhdu), le ministère de l'Eau et de l'Energie (Minee), les Transports, le ministère de l'Agriculture et le développement rural (Minader), le Minépiea, le Minsanté, Minfof et Minepeded.

Synthèse des dépenses marquées sensibles au climat en 2025

Minépeded	1,2 milliard de Fcfa
Minader	11,2 milliards de Fcfa
Minépiea	272,2 millions de Fcfa
Minee	109,1 milliards de Fcfa
Minfof	3,9 milliards de Fcfa
Mintp	32,6 milliards de Fcfa
Minhdu	44,6 milliards de Fcfa
Minsanté	9,4 milliards de Fcfa
MinT	12,7 milliards de Fcfa

Source : Document budgétaire sensible au climat

L'IMAGE

Centre : une équipe clandestine de contrôle routier surprise par le ministre des Transports

Une vidéo amateur devenue virale sur les réseaux montre le ministre camerounais des Transports, Jean Ernest Masséna Ngalle Bibehe, interpellant un individu lors d'un contrôle routier improvisé à Aholé, localité de la région du Centre. Sorti la tête de son véhicule à travers la vitre, le membre du gouvernement demande des explications à un homme, qui semble diriger une équipe de contrôle composée d'une dizaine de personnes, sans ordre de mission. Cette scène, filmée par un témoin, a rapidement attiré l'attention des internautes, qui ont souligné l'absence



d'uniformes et l'organisation semble-t-il clandestine de cette opération. Certains commentateurs y voient une mise en scène à visée propagandiste, en raison du contexte électoral. Quoi qu'il en soit, cet incident met

en lumière la persistance de pratiques illégales et de corruption sur les routes camerounaises, un problème récurrent qui suscite l'indignation de la population.

EcoMatin

Edité : par EICI Sarl,

Siège : Rue CEPER, entrée Parc Kyriakides

Tel : 35521 Yaoundé

: 22 22 08 927 / 695 48 47
36 / 693 98 28 36

Email : contact@ecomatin.net

Directeur de Publication

Emile Fideick

Conseiller du Directeur de Publication

Conseiller financier : Florian Mpeck ;

Conseiller : Nasser Ngoume

Coordonnateur de la rédaction : Amina Malloum

Rédaction Yaoundé :

Tel : 6 93 98 28 36 / 697 80 63 37

Rédaction

Cindy Mbala Betine;

Marius Zogo;

Jean Omer Eyango

Réné Ombala

Benedicte Ngono

Mairamou Abdou;

Simon Pierre Mbarga

Vicky Bagal

Arthur Wandji

Albert Amougou

Production et routage

Fabrice Youmbi

Département commercial et Marketing

Yaoundé : Tel : 6 93 57 82 35

Douala : Tel : 679 73 80 48

Infographie et Maquette

Nang - Mbi Papin Loic



MARCHÉ ACTIONS : BVMAC-AS : 950,34 +0,31%

Titres	Dern. Cours	Variation (1 mois)	PER
SCG-Ré	21 500	+2,38%	21,16x
BANGE	207 300	+0,00%	25,81x
SAFACAM	26 500	+0,00%	53,73x
SEMC	46 999	+0,00%	9,01x
LA REGIONALE BANK	42 500	+0,00%	36,41x
SOCAPALM	45 700	-0,65%	17,52x

MARCHÉ OBLIGATIONS : +0,00% (FCFA | 491 Mds)

Type d'obligations	Titres	Nominal	Cours (%)	Taux d'intérêt
Obligations souveraines	EOCG.02 - 21/26	6 667,67	95,00	6,25%
	EOG.06 - 21/26	5 000	99,50	6,00%
	ECMR.06 - 22/29	10 000	98,00	6,25%
	EOG.07 - 22/28	8 000	100,00	6,25%
	EOTD.01 - 22/27	7 500	100,00	6,50%
	ECMR.07 - 23/26	10 000	100,00	5,80%
	ECMR.08 - 23/27	10 000	100,00	6,00%
	ECMR.09 - 23/29	10 000	100,00	6,75%
	ECMR.10 - 23/31	10 000	99,00	7,25%
	EGA.08 - 23/28	10 000	100,00	6,25%
	EGA.09 - 24/27	10 000	100,00	6,00%
	EGA.10 - 24/29	10 000	100,00	6,50%
	EGA.11 - 24/31	10 000	100,00	7,50%
	EGA.12 - 24/27	10 000	100,00	6,60%
EGA.13 - 24/29	10 000	100,00	6,75%	
EGA.14 - 24/30	10 000	100,00	7,00%	
Obligations régionales	EOBD.01 - 20/27	8 000	100,00	5,45%
	EOBD.02 - 21/28*	8 000	100,00	5,60%
	EOBD.03 - 22/29	10 000	100,00	6,00%
	EOBD.04 - 24/31	10 000	100,00	6,20%
	EOBD.05 - 24/29	10 000	100,00	5,95%
	EOBD.06 - 24/27	10 000	100,00	4,70%
Corporate Bonds	ALIOS.02 - 21/25	2 142,86	100,00	5,40%
	ALIOS03 - 23/28	10 000	100,00	6,50%
	ALIOS04 - 23/26	10 000	100,00	6,00%

Cours des matières premières	24/01/2025	Variation
Cacao (USD per ton)	11 355,22	+4,00%
Huile de palme (USD per ton)	1 009,29	+2,35%
Caoutchouc (USD per kg)	198,30	+1,95%
Fer (USD per dry metric ton)	101,34	+0,13%
Brent (USD per barrel)	78,50	-2,83%
Bois (USD per 1.000 board-feet)	566,50	-4,71%

COMPRENDRE : PENSION LIVRÉE

Une pension livrée désigne un type de contrat financier dans lequel une somme d'argent est versée à une partie, généralement un investisseur ou une institution, en échange de la livraison régulière de titres, souvent sous forme d'actions ou d'obligations. Ce type de contrat est souvent associé à des transactions sur des instruments financiers tels que les titres. Le terme « livrée » se réfère à l'engagement de livrer effectivement les actifs convenus dans le cadre du contrat. On distingue deux formes de pensions livrées : (i) La mise en pension qui est l'opération dans laquelle une partie (souvent un emprunteur) s'engage à livrer des titres à une autre partie (souvent un prêteur) en échange de liquidités, avec un engagement de racheter les titres à une date ultérieure ; (ii) La prise en pension quant à elle est l'opération inverse où l'acheteur des titres (souvent un investisseur) prend en pension les titres d'une autre partie, dans le but de bénéficier de la rentabilité de l'opération à court terme. L'investisseur s'engage ainsi à revendre ces titres à une date ultérieure à un prix supérieur. Les opérations de pensions livrées ne sont cependant pas exemptes de risques. Les risques liés aux pensions livrées incluent le risque de contrepartie, où l'une des parties pourrait ne pas respecter ses engagements, en particulier le rachat des titres. Il y a aussi un risque de marché, car la valeur des titres peut fluctuer pendant la durée de l'opération. Enfin, un risque de liquidité peut survenir si une partie ne parvient pas à réunir les fonds nécessaires pour racheter les titres à la fin de l'accord. Dans la zone CEMAC, les banques dans la région peuvent aussi se prêter de l'argent à court terme via des pensions livrées, en utilisant des titres d'État ou d'autres instruments financiers comme garanties.

ANALYSE DE LA COTE

Performance hebdomadaire : L'indice boursier BVMAC-AS a clôturé la semaine à 950,34 points, affichant une légère variation à la hausse de 0,31% par rapport à son niveau de la semaine précédente. La capitalisation boursière s'élève à FCFA 63,11 Mds. Cette progression s'explique par la hausse du cours de SAFACAM, qui est passé de FCFA 26 300 à FCFA 26 500, ainsi que par l'augmentation du cours de SCG-Ré, passé de FCFA 21 000 à FCFA 21 500.

Volumes échangés : Au cours de cette semaine, 105 titres ont été échangés sur le marché secondaire de la BVMAC, pour une valeur totale de FCFA 2,28 millions. SCG-Ré se distingue en enregistrant 92,24% des transactions. Du côté de la demande, le carnet d'ordres du marché témoigne de deux fluctuations à la hausse pour SOCAPALM (+100%) et SCG-Ré (+33%), contre une variation à la baisse chez SEMC (-100%). Du côté de l'offre, le carnet d'ordres met en évidence une progression notable pour LA REGIONALE (+12,75%), tandis que des replis ont été observés sur SAFACAM (-1%) et SOCAPALM (-3%).

FAITS MAJEURS

CEMAC : Maintien à la hausse des besoins en liquidités des banques commerciales en janvier 2025, suite à une augmentation de la demande de crédits bancaires. L'offre de liquidité faite le 21 janvier 2025 aux banques commerciales de la CEMAC par la BEAC a été souscrite à 112,5%, selon les résultats de l'opération. Concrètement, alors que la BEAC leur proposait une enveloppe de liquidité de FCFA 230 Mds, les banques, elles, ont exprimé des besoins globaux de FCFA 258 Mds ;

CAMEROUN : Atteinte d'un taux d'inflation de 4,5% pour l'année 2024. Ce ralentissement marque une baisse notable par rapport à 2023 (7,4 %) et 2022 (6,3 %), des années où l'inflation avait été alimentée par l'augmentation des prix des produits alimentaires et des transports. En 2024, cette accalmie est en grande partie attribuée à une diminution de 0,2 % des prix des meubles, articles de ménage et d'entretien courant, ainsi qu'à la stabilité des coûts dans les secteurs de la communication, de l'enseignement, des loisirs et de la culture ;

CAMEROUN : Hausse en glissement annuel, des coûts de production dans le secteur des industries extractives (+7,6%) au 3^e trimestre 2024. L'on note que cette évolution à la hausse épouse la tendance générale observée dans l'ensemble du secteur industriel du Cameroun sur la même période. En effet, les prix à la production industrielle ont progressé de 5,7% en glissement annuel dans le pays, au cours du 3^e trimestre 2024 ;

CAMEROUN : Injection d'un financement de FCFA 60 Mds par la Banque Atlantique pour la construction du quai 17 du Port Autonome de Douala (PAD). Le groupe bancaire panafricain s'est engagé à financer 85,7% des besoins du projet sus-évoqué. Le montant global de l'emprunt contracté par la société française Negri s'élève à FCFA 70 Mds avec un taux d'intérêt de 7,5%. Les FCFA 10 Mds restants seront mobilisés par CCA Bank et la filiale locale de la banque équato-guinéenne Bange Bank ;

GABON : Suspension pour la deuxième fois en moins d'un an, des décaissements de la Banque Mondiale en raison des impayés accumulés par le pays. Ce nouveau manquement risque de ternir l'image du Gabon à l'international, soulevant des interrogations sur sa capacité à respecter ses engagements internationaux.

GABON : Enregistrement d'une hausse de 4% (en glissement trimestriel) de l'indice composite des activités du bois au 3^e trimestre 2024. Cette progression s'explique par la stabilité de la demande adressée par la Chine, principal importateur du bois gabonais, notamment pour le bois de placage et le contreplaqué.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Le marché monétaire de la BEAC mettra en adjudication les titres publics ci-dessous lors des séances d'adjudication du 27 au 29 janvier 2025 :

Titres	Émetteurs	Maturité	Taux	Montant
OTA	Congo	3 ans	6%	FCFA 15 Mds
BTA	Congo	52 semaines	ADJ	FCFA 25 Mds
BTA	Congo	26 semaines	ADJ	FCFA 20 Mds
BTA	Guinée Equatoriale	52 semaines	ADJ	FCFA 17 Mds
BTA	Gabon	26 semaines	ADJ	FCFA 15 Mds

Enko Education lève près de 15 milliards de Fcfa pour étendre son réseau d'écoles en Afrique

FINANCE

Le financement, mobilisé auprès de deux investisseurs vise à porter à 20 000, le nombre d'élèves inscrits dans son réseau d'ici 2029, contre environ 7 000 actuellement.



Cyrille Nkontchou, cofondateur et président non exécutif d'Enko Education

Par Arthur Wandji

Enko Education, réseau éducatif du fonds d'investissement Enko Capital, cofondé par le financier camerounais Cyrille Nkontchou, vient de boucler une levée de 24 millions de dollars (environ 15 milliards de Fcfa). Ce financement, obtenu auprès d'Africa Capitalworks (ACW) et d'Adiwale Fund I, servira à soutenir le plan d'expansion du groupe spécialisé dans l'éducation

internationale, en Afrique. Objectif : porter à 20 000, le nombre d'élèves inscrits dans son réseau d'ici 2029, contre environ 7 000 actuellement.

« Nous sommes ravis de collaborer avec ACW et de poursuivre notre partenariat avec Adiwale pour accélérer la croissance d'Enko Education. Avec leur soutien, nous ambitionnons d'accroître l'accès à une éducation de qualité pour un nombre croissant d'élèves en Afrique et de leur ouvrir les portes des meilleures uni-

versités mondiales », déclare Cyrille Nkontchou, cofondateur et président non exécutif d'Enko Education, dans un communiqué.

Ainsi, apprend-on, cette levée de fonds intervient dans un contexte où l'accès à l'éducation supérieure demeure limité en Afrique. Selon les données disponibles, seuls 9% des étudiants africains accèdent à l'enseignement supérieur, contre une moyenne mondiale de 40%. Enko Education se positionne sur ce marché avec

un modèle d'écoles internationales africaines, proposant un cursus préparatoire à l'admission dans des universités de renom.

Une stratégie basée sur l'acquisition d'écoles

Depuis la création de sa première école au Cameroun en 2014, première institution autorisée à enseigner le Baccalauréat International (IB) en Afrique centrale, le groupe a développé un réseau de 16 établissements dans 10

pays, dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso et l'Afrique du Sud. Enko Education revendique plus de 1 700 diplômés, admis dans des universités prestigieuses à travers le monde, telles que Yale College aux États-Unis, Sciences Po en France ou encore l'African Leadership University au Rwanda.

Le financement ainsi obtenu sera principalement utilisé pour l'acquisition d'établissements scolaires présentant un potentiel de transformation en

écoles internationales. Cette approche a déjà été mise en œuvre avec l'intégration de l'École Bilingue Avenir au Sénégal et de Cours Lumière au Togo. Selon les responsables d'Enko Education, cette stratégie devrait contribuer à faire du groupe, un acteur majeur sur le marché éducatif africain, tout en répondant à une demande croissante pour des établissements de haut niveau préparant les élèves à l'accès à des universités internationales.

Fitch abaisse la note du Gabon à CCC, pointant une gestion budgétaire fragile

NOTATION SOUVERAINE

La nouvelle dégradation de la note attribuée par l'agence américaine reflète une vulnérabilité extrême du pays à un défaut de paiement. Un signal négatif aux investisseurs et prêteurs.

Par Arthur Wandji

L'agence de notation américaine Fitch Ratings a abaissé le 24 janvier dernier, la note d'émetteur en devises étrangères à long terme du Gabon, la faisant passer de CCC+ à CCC. Cette nouvelle évaluation traduit une aggravation de la situation financière du pays, jugé de plus en plus risqué pour les investisseurs. En raison de graves pressions sur la liquidité, d'arriérés croissants et d'une dette publique en hausse, le Gabon peine à maintenir la confiance des marchés financiers et des créanciers.

Tensions économiques et budgétaires

La décision de Fitch repose sur plusieurs facteurs clés. Tout d'abord, le pays fait face à une forte pression sur sa liquidité, causée par un accès limité aux financements extérieurs et au marché régional de la dette. En 2024, bien que Libreville ait réussi à lever près de 2% de son PIB net des amortissements, notamment grâce à une souscription syndiquée par des banques locales au mois de juillet, cet effort a été freiné par un faible appétit des investisseurs pour la dette souveraine gabonaise.

Par ailleurs, les arriérés envers les créanciers officiels (Banque mondiale, Banque africaine de développement, etc.) et domestiques ont explosé. Entre janvier et novembre 2024, ces arriérés ont augmenté de 0,9% du PIB pour les créanciers



Un bâtiment de Fitch Ratings

extérieurs, entravant l'accès à de nouveaux financements officiels significatifs. De même, les arriérés domestiques envers les fournisseurs ont également augmenté, atteignant environ 1,5 % du PIB au cours de la même période.

De l'avis de Fitch, le Gabon, pays de la Cemac, traverse une période d'incertitude économique marquée par des défis budgétaires à la hausse et une baisse des revenus pétroliers. Après un excédent budgétaire de 2,5% du PIB en 2023, le pays a enregistré un déficit de 0,2% en 2024, principalement en raison de l'augmentation des dépenses publiques et des arriérés. La situation devrait s'aggraver avec des prévisions de déficits atteignant 3,9% du PIB en 2024, 5,3% en 2025, et 5,8% en 2026. En parallèle, la dette publique, estimée à 67% du PIB en 2024, devrait remonter à 71% en 2025 et 72% en 2026, bien au-dessus de la moyenne. La baisse des revenus pétroliers, prévue avec un baril à 70 USD en 2025 et 65 USD en 2026 contre 80 dollars US en 2024, risque de peser lourdement sur les ressources publiques.

Un accès aux financements limité

Le Gabon souffre également d'une détérioration de ses relations avec les bailleurs internationaux. En début d'année 2025, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement ont suspendu leurs décaissements en raison du non-remboursement des dettes dues. Cette

suspension complique l'accès à des ressources financières vitales pour le pays. Sur le plan régional, les conditions d'emprunt sur le marché des titres publics de la Cemac se sont durcies, amplifiées par une politique monétaire restrictive de la Beac et des mesures du gendarme bancaire pour réduire l'exposition des banques au risque souverain. Cette conjoncture rend difficile le financement du budget gabonais, dont 1 208,4 milliards FCFA sont prévus pour combler le déficit en 2025.

Perspectives

Dans ce contexte, les autorités gabonaises devraient solliciter un programme d'aide auprès du FMI en 2025, conseille l'agence de notation américaine. Cependant, les négociations risquent d'être retardées jusqu'à l'après-élections présidentielles prévues en avril 2025. Un accord pourrait permettre de mobiliser des financements externes, mais Fitch souligne que la mise en œuvre des réformes budgétaires et structurelles exigées sera un véritable défi dans un climat politique encore instable.

La dégradation de la note par Fitch envoie un signal négatif aux investisseurs et prêteurs. Une note CCC reflète une vulnérabilité extrême à un défaut de paiement et pourrait augmenter les coûts d'emprunt, voire fermer les portes des marchés financiers internationaux au pays.

Alios Finance Cameroun prépare un paiement de 634 millions de Fcfa sur son emprunt 2021-2025

MARCHÉ FINANCIER

Sur la base d'un coupon brut de 743,22 Fcfa, les obligataires de la valeur « Alios 02 5,40% Brut 2021-2025 » se rendront auprès des Sociétés de Bourse le 12 février 2025, afin d'entrer en possession des fonds investis sur ce titre, émis par le leader du crédit-bail au Cameroun, Alios Finance.

Par Mairamou Abou

Alios Finance Cameroun (AFC), émetteur de la valeur « ALIOS 5,40% BRUT 2021-2025 » procèdera le 10 février 2025 au paiement d'une enveloppe de 634,8 millions de Fcfa auprès des investisseurs ayant souscrits à cet emprunt. Dans le détail, 610,1 millions de Fcfa sont destinés à l'amortissement du principal et 24,7 millions de Fcfa, affectés à la mise en paiement des intérêts générés par ladite levée de fonds. Pour les souscripteurs, « le coupon brut à percevoir par

obligation s'élève à 743,22 Fcfa (soit 714,29 Fcfa au titre de l'amortissement du principal et 28,93 Fcfa pour le paiement des intérêts) », peut-on lire du manifeste du Directeur général de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), Louis Banga Ntolo. Les opérations d'encaissement débuteront le 12 février 2025 auprès des guichets des Sociétés de Bourse et des banques teneurs de comptes. Le dernier remboursement sur cet emprunt obligataire date du 10 novembre 2024. AFC procédait alors à un paiement de 643,1 millions de Fcfa, soit 610,1 millions de Fcfa destinés au principal et 32,9 millions de Fcfa aux intérêts.

Après des levées d'un peu plus de 8 milliards de Fcfa en taux et tranches multiples émises en 2023, AFC s'est lancé sur le marché des titres de créances négociables (TCN) de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) en 2024. Cette levée de fonds réussie lui a permis d'émettre 2,5 milliards de Fcfa sur ce marché. Cette opération rentrait alors dans le cadre de son programme d'émission de Bons à moyen terme négociables (Bmtn). Première phase réussie, cap sur la seconde qui ne tardera certainement pas. Cette première opération, en-

gagée le 11 janvier 2024, a été réalisée avec le concours de Elite Capital Securities Central Africa S.A., désigné comme arrangeur et chef de file du syndicat de placement. Le programme d'émission de Bmtn d'Alios Finance Cameroun vise à terme à lever 5 milliards de Fcfa rémunérés au taux de 6,35% sur 5 ans. Il rentre dans le cadre du financement de son plan de développement des activités de crédit et des opérations de leasing sur les équipements et matériels d'exploitation de sa clientèle. Ainsi, la première émission de ce programme dont le montant était de 2,5 milliards de Fcfa a enregistré un taux de souscription de 100%.

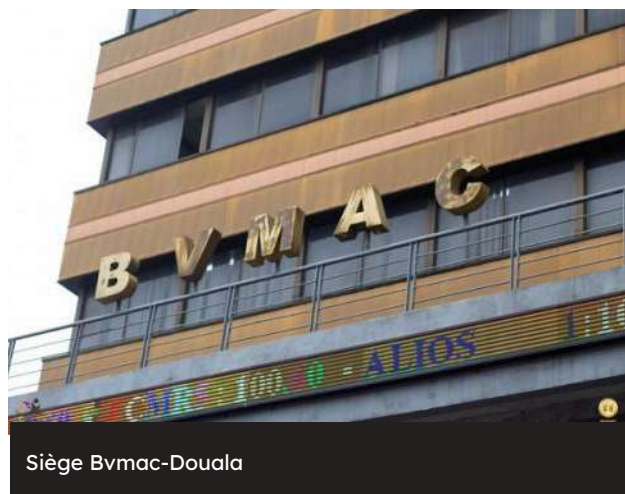
A travers cette initiative couronnée de succès, AFC devient la deuxième institution financière agréée pour ce type d'émission en zone Cemac après Afriland First Bank qui avait inauguré ce compartiment en mars 2023 avec une mobilisation de 20 milliards de Fcfa sur 7 ans. Cette année 2025, la Bdeac compte faire recours à ce marché. Objectif : lever un montant de 200 milliards de Fcfa à travers un programme des émissions des titres de créances négociables pour la période 2025-2027, dans le cadre du Plan stratégique Azobé.

Un début d'année morose sur le marché des obligations de la Bvmac

CEMAC

C'est un début d'année timide qui sévit à la Bourse des valeurs Mobilières d'Afrique centrale (Bvmac), basée à Douala. Malgré l'entrée en vigueur du contrat de liquidité, la bourse sous régionale fait de plus en plus preuve d'illiquidité. A la fermeture du marché le 27 janvier 2025, aucune transaction n'a été enregistrée.

Par Mairamou Abdou



Siège Bvmac-Douala

Les jours se suivent et se ressemblent presque tous à la Bourse des valeurs Mobilières d'Afrique centrale (Bvmac), basée à Douala. A la fermeture du marché le 27 janvier 2025, aucune transaction n'a été enregistrée. Qu'il s'agisse des actions ou des obligations,

pas un seul titre n'a été transféré. Pourtant, la demande et l'offre ne manquent pas. Sur le compartiment actions par exemple, le volume cumulé de titres offerts à l'achat et à la vente a atteint 1 469 soit 693 pour Socapalm (Société Camerounaise de Palmeraies), 375 pour Safacam (Société

Africaine Forestière et Agricole du Cameroun), 325 pour La Régionale, et 66 pour la SCG-Ré (Société commerciale gabonaise de Réassurance), et 10 pour Bange Bank. Sur le compartiment obligataire, 50 titres « BDEAC 5,6% NET 2021-2028 » attendent preneur. Cette physionomie du marché est, à quelques exceptions près, la même qui prévaut depuis le 1er janvier 2025. Cette situation de plus en plus inquiétante renseigne davantage sur l'illiquidité de la Bvmac. Pour preuve, en 2024, le marché des actions a terminé sa course par une baisse de 4,9 % de la capitalisation boursière.

Contrats de liquidités

Et pourtant, le conseil d'administration de la Bvmac avait décidé de systématiser, pour les émetteurs de valeurs mobilières, l'obligation de signer un contrat de liquidité avec une société de bourse. L'objectif

étant, de relever le niveau de transactions hebdomadaires. Concrètement, les émetteurs sollicitant l'admission de leurs titres à la côte devaient mettre à la disposition de leur société de bourse une enveloppe financière et des titres en utilisant comme assiette, le volume de l'emprunt souscrit par les investisseurs personnes-physiques. Le taux était fixé à 2% et 0,5% de l'assiette respectivement pour le montant en espèces et la dotation en titres. Dès lors, la société de bourse était tenue d'intervenir sur la plateforme de la Bvmac en « offrant à la vente ou à l'achat et/ou les deux, le titre concerné dès lors qu'elle constate que sur une période d'une semaine allant de lundi à vendredi, il n'y a eu aucun échange relevant de l'activité normale du marché boursier sur ce titre pour lequel il assure l'animation contractuellement ».

Seulement, après l'entrée en vigueur de cette décision, les effets tardent encore à se faire ressentir.

2 entités pointent le bout de leur nez

Avec l'arrivée sur le compartiment des actions de 2 nouvelles entités au courant de cette année 2025, la tendance promet d'être toute autre. BGFI Holding Corporation et Commercial Bank projettent respectivement d'ouvrir 10 % et 30 % de leur capital au public. Par cet acte, ces deux sociétés poseront un acte majeur : celui d'animer le marché financier commune aux six pays de la zone Cemac (Cameroun, Gabon, Tchad, Centrafrique, Guinée-équatoriale, Congo). L'objectif étant de faire rayonner la place boursière de l'Afrique centrale tout en incitant les autres acteurs à recourir au marché financier régional pour leur besoin de financements.

Les startups de l'UEMOA ont attiré 3 fois plus de financements que celles de la CEMAC en 2024

FINANCEMENT

Avec tout juste 13,7 milliards de Fcfa levés, les start-ups technologiques de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale sont loin derrière celles de l'Union économique et monétaire ouest-africaine qui ont réussi à collecter 41 milliards de Fcfa de financements.

Par : Vicky Bagal

La plateforme de données "Partech Africa" a récemment publié son rapport sur la répartition des levées de fonds des start-ups africaines pour le compte de l'année 2024. Selon l'analyse de la plateforme, les investissements dans l'écosystème des start-ups en zone Cemac ont plafonné à 22 millions USD (environ 13,7 milliards de Fcfa), contre 66 millions USD (41,2 milliards de Fcfa) dans l'Uemoa. Ces statistiques indiquent que les start-ups de la région ouest-africaine ont été plus prisées par les investisseurs par rapport à celles d'Afrique centrale, leur permettant de recevoir trois fois plus de capitaux propres et de financements par emprunt. A noter que, la plateforme Partech Africa ne prend en compte que les opérations



Les startups camerounaises ont levé 8,7 milliards de Fcfa en 2024

de capital-risque et de dette supérieures à 200 000 dollars. Respectivement, ces levées ont été réalisées par des start-ups camerounaises et congolaises d'une part, et sénégalaises et ivoiriennes d'autre part. En Cemac, les entreprises technologiques camerounaises ont mobilisé 14 millions USD sur le marché financier international avec 3 opérations, tandis que celles du Congo voisin ont levé 8 millions USD avec 2 opérations. Le montant levé est en baisse de 63 % en glissement annuel contre 60 millions USD enregistrés en 2023. Le nombre d'opérations a également baissé, (-50%) ainsi que le nombre d'investisseurs impliqués dans les transactions, passant de 13 à 3 pour le Cameroun (-77%).

Résilience à l'échelle continentale

En 2024, le marché africain du capital-risque a été quasiment stable après une forte baisse en 2023 (-46%). Avec

un total de 3,2 milliards USD en financement par actions et par emprunt levés dans le cadre de 534 transactions, l'écosystème a enregistré une baisse de 7 % du financement total. Sur les 25 pays référencés, les startups africaines les plus attractives en 2024 ont été nigérianes, avec 520 millions USD mobilisés (+11%), 103 transactions et 173 investisseurs actifs. Suivies directement des startups sud-africaines (459 millions USD), égyptiennes (297 millions USD), kényanes (221 millions USD) et ghanéennes (102 millions USD).

Les fonds levés ont majoritairement bénéficié aux entreprises évoluant dans les secteurs des technologies financières (Fintech), propres (Cleantech) et agricoles (Agritech). Ces trois secteurs ont capté l'attention des investisseurs, représentant des parts significatives du total des financements, soit respectivement 1,4 milliard USD (60%), 192,1 millions USD (9%) et 88,6 millions USD (7%).

La BEAC et la BCEAO renforcent leur coopération en faveur de la stabilité monétaire et financière

SECTEUR BANCAIRE

Yvon Sana Bangui, le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale, a reçu ce 27 janvier au siège de l'institution à Yaoundé (Cameroun), son homologue de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Jean-Claude Kassi Brou.

R.O

Yvon Sana Bangui, le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale, a reçu ce 27 janvier au siège de son institution à Yaoundé, son homologue de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Jean-Claude Kassi Brou. Cette visite de travail, qui s'inscrit en droite ligne dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de coopération entre la BCEAO et la BEAC signé en novembre 2008 à Dakar, a permis aux deux hommes de signer un plan d'actions conjointes. Objectifs ? Renforcer leur coopération dans divers domaines au courant des années 2025 et 2026.

Les domaines concernés sont : la transformation digitale et l'inclusion financière, l'innovation, la cybersécurité et



Le gouverneur de la Beac Yvon Sana Bangui (à gauche) et son homologue de la Bceao Jean-Claude Kassi Brou.

les systèmes d'information, la surveillance, la modernisation et l'interconnexion des systèmes et moyens de paiement et les relations financières extérieures. « Les Gouverneurs de la BEAC et de la BCEAO ont réaffirmé leur volonté commune d'impulser une nouvelle dynamique à la coopération entre les deux banques centrales pour promouvoir la stabilité monétaire et financière dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) », a indiqué le communiqué final des travaux.

L'intérêt pour les deux banques centrales de coordonner leurs politiques découle d'abord de leur passé commun. Elles ont en commun le franc CFA, une monnaie distincte selon la région, mais qui reste garantie par la France à travers divers mécanismes. Bien plus, elles font face à des défis communs, notamment avec la récurrence des chocs macroéconomiques,

notamment énergétiques et climatiques, dans un contexte international difficile, l'essor des nouvelles technologies ainsi que le risque de fragmentation économique mondiale, nous incitent à aller encore plus loin en renforçant la synergie de nos actions.

« En partageant nos expériences, nous pourrions accélérer l'éducation financière de nos populations, promouvoir l'inclusion financière et réfléchir ensemble sur la problématique du renforcement de la digitalisation. Nos réflexions devront, bien évidemment, aborder la question du déploiement de l'Intelligence Artificielle (IA) au sein des activités de nos Banques Centrales », a souligné Jean Claude Kassi Brou dans son discours.

La BEAC et la BCEAO se sont donné rendez-vous en 2026 à Dakar, au siège de l'institution monétaire ouest-africaine, pour le suivi de la mise en œuvre de leur plan de coopération.

550 wagons**Canyon Resources**

Pour lancer l'exploitation de la mine de bauxite de Minm-Martap, Canyon Resources va acquérir un parc de 22 locomotives et 550 wagons.

50 MW**Energie renouvelable**

L'entreprise chinoise APsystems ambitionne apporter une contribution de 50 MW à la capacité énergétique actuelle du Cameroun grâce à ses solutions renouvelables.

3 %**Taux de croissance**

La SCDP, bras séculier de l'État en matière de stockage et de transfert des produits pétroliers, souhaite atteindre une croissance de 3 % des enlèvements de produits blancs en 2025

Canyon Resources lève près de 78 milliards de Fcfa auprès de sa maison-mère pour acquérir du matériel roulant

BAUXITE DE MINIM-MARTAP

Selon les informations de l'entreprise minière australienne, l'actionnaire principal de Canyon Resources, a accepté de souscrire la totalité des exigences de dette pour financer l'achat de 22 locomotives et 550 wagons et l'achat d'une garantie de 5 ans et d'un contrat de service sur ce matériel.

Par Albert Amougou

Canyon Resources Limited annonce avoir obtenu un prêt d'environ 124 millions de dollars



Un site d'exploitation minière

(près de 78 milliards de Fcfa) pour financer l'acquisition du matériel roulant nécessaire au lancement de l'exploitation de bauxite de Minm-Martap au Cameroun. Ce prêt a été octroyé par par Eagle Eye Asset Holdings, l'actionnaire principal de la société, assorti d'une commission de souscription

de 3,7 millions de dollars. Selon le communiqué y relatif, Eagle Eye prêtera ces fonds à Camalco Cameroon, la filiale camerounaise de Canyon Resources, sur une base non garantie. C'est-à-dire, en cas de défaut de remboursement par Camalco, Eagle Eye ne pourra pas saisir d'actifs

Leader du marché solaire, le Chinois APsystems choisit le Cameroun pour intégrer le marché africain

ENERGIE RENEUVABLE

Pour ce faire, l'entreprise publique chinoise a signé un partenariat exclusif avec la société camerounaise Legloobe qui assurera la distribution et l'installation de ses équipements en Afrique Centrale, de l'Ouest et de l'Est.

Par : Vicky Bagal

L'entreprise publique chinoise APsystems a annoncé étendre ses activités en Afrique avec choisit le Cameroun comme marché test. Le Cameroun devient désormais le premier marché africain où la société spécialisée dans les solutions solaires et d'énergies renouvelables implante ses activités grâce à un investissement dont le montant n'est pas précisé.

Pour ce faire, APsystems a signé un partenariat exclusif avec la société camerounaise Legloobe qui va assurer la distribution et l'installation de ses équipements. En signant avec l'entreprise camerounaise, l'objectif est de desservir non seulement la première économie de la Cemac mais également de toucher de façon plus large l'Afrique Centrale, de l'Ouest et de l'Est. Au Cameroun précisément, l'objectif à court terme est de « contribuer à la réduction significative des factures du réseau (Eneo, SNE, SNEF etc) et augmenter la productivité avec une disponibilité d'énergie », précise l'entreprise contactée par EcoMatin. En effet, le pays de Paul Biya est sujet à de fortes perturbations dans la fourniture en énergie électrique du Réseau interconnecté Sud (RIS) dues, selon le ministère de l'eau et de l'énergie, au faible remplissage des barrages réservoirs pendant la saison des pluies de 2024 qui a entraîné un déficit hydrologique de plus de 2 milliards de mètres cubes ainsi qu'un étiage particulièrement sévère.

Selon les détails du contrat expérimental, l'accord de partenariat tient sur 1 an et est renouvelable en fonction du comportement et de la réceptivité du marché africain. « Nous allons renouveler le contrat l'année en 2026 et suivant les performances réalisées, nous pourrions l'étendre sur une durée minimale de 2 ans », a précisé le distributeur local. Cette expansion s'aligne à la dynamique qu'affiche l'entreprise chinoise à travers le monde et qui prévoit une contribution minimale de 50 MW à la capacité énergétique installée dans chaque pays. Leader du marché des énergies renouvelables en Asie Pacifique, en Amérique latine et en Europe centrale, APsystems affiche un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de Yuan à fin 2021 selon la plateforme de référencement des sociétés internationales « Société PI ». L'entreprise indique avoir terminé l'année avec des expéditions mondiales cumulées dépassant 1 GW, soit plus de 3,5 millions d'unités individuelles générant un total de 1,24 milliard de kWh/an.

spécifiques en garantie.

Les modalités exactes du prêt prévoient notamment un taux d'intérêt de 12% par an sur une durée de 60 mois (incluant une période de grâce de 12 mois) à compter de la date du premier décaissement. À l'issue de la période de grâce, les remboursements des montants dus au titre du prêt, ainsi que les intérêts, seront effectués par Camalco en versements égaux tous les six (6) mois sur une période de 48 mois. Le premier remboursement du principal et des intérêts sera exigible 18 mois après la date du premier décaissement, soit 6 mois après la fin de la période de grâce.

Ce prêt servira à acquérir un parc de 22 locomotives et 550

wagons, ainsi qu'à assurer leur maintenance pendant cinq ans. Selon Jean-Sébastien Boutet, Directeur Général de Canyon Resources, cet investissement représente environ 50 % du budget total nécessaire au lancement du projet Minm Martap, tel qu'estimé dans l'étude de faisabilité de 2022. « Il s'agit donc d'une étape cruciale pour le développement de notre projet. Je tiens à remercier chaleureusement Eagle Eye Asset Holdings pour leur soutien indéfectible. Leur engagement financier nous permet de franchir une nouvelle étape et de concrétiser notre vision pour Minm Martap. », a-t-il affirmé.

Au Cameroun, cette annonce survient quelques jours après que Canyon Resources a

annoncé la nomination de Kudzai Mtsambiwa au poste de directeur financier (CFO), prenant effet depuis le 15 janvier 2025, avec pour objectif d'accompagner la stratégie de financement de l'entreprise, notamment à travers : les négociations des accords d'accès ferroviaire et portuaire, l'achèvement de l'étude de faisabilité bancaire révisée, les discussions avec les acheteurs potentiels de la bauxite, la structuration des opportunités de financement pour le projet. A date, la société travaille à la finalisation de l'acquisition du matériel roulant, tandis que l'étude de faisabilité définitive progresse et devrait être achevée au cours du deuxième trimestre de l'année, selon une source.

Le gouvernement sollicite le constructeur nigérian IVM pour créer une industrie automobile locale

GUINÉE EQUATORIALE

Face aux défis croissants du secteur des hydrocarbures du pays, le pays cherche à réduire sa dépendance à un secteur qui a représenté 90,5% de ses recettes publiques en 2022, en diversifiant son économie et en développant son secteur industriel.

Par Albert Amougou

Le 26 janvier dernier à Abuja, une délégation équato-guinéenne, conduite par l'ambassadeur Francisco Edu Ngua Mangue, s'est rendue dans les installations du constructeur nigérian Innoson Vehicle Manufacturing Company (IVM). Accompagné de son homologue nigérian, Ben Simon Onugha, et d'hommes d'affaires de Malabo, dont le Prince Christopher Madu, CEO de Betex Travels Limited (plus grande agence / compagnie de voyage de GE), et Ndubizu Anthonio, directeur général de Kenpetrus Energy

Resources Ltd, l'ambassadeur a exploré les possibilités d'un partenariat de coentreprise dans le secteur automobile, conformément à un accord bilatéral de coopération économique qui lie les deux États. Les discussions ont porté sur la création d'une joint-venture entre les opérateurs économiques des deux pays. Au cours de cette visite, les capacités de production d'IVM sont passées en revue et les pourparlers ont été officiellement lancés, ouvrant la voie à une éventuelle collaboration industrielle.

Dans le détail, IVM, fondée par l'homme d'affaires nigérian Innocent Chukwuma en 2007, a un capital social ouvert de 30 000 000 de Nairas (un peu plus de 12 millions de Fcfa). La société fait partie du groupe de sociétés Innoson et dispose des capacités de production de plus de 60 000 véhicules par an. Elle produit notamment des véhicules lourds, des bus, des véhicules simples, motos, tricycles. 70% des composants de ces véhicules sont fabriqués localement, alors que les autres composants proviennent de Chine, Japon ou Allemagne. Ses modèles, tels que les Fox, Umu et Uzo, sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques des clients africains, notamment en termes de robustesse et de

fiabilité sur les routes souvent difficiles du continent. Après près de 20 ans d'activités au Nigeria, sa valeur nette est estimée à 1,5 milliard de dollars, soit 937,6 milliards de Fcfa.

En Guinée Équatoriale, cette visite des autorités intervient dans un contexte de transition économique. Face au déclin de la production pétrolière marqué par le vieillissement de certains champs pétroliers, le désengagement de certains industriels comme ExxonMobil et à la volatilité des cours du pétrole à l'international, le pays cherche à diversifier son économie, qui repose aujourd'hui à plus de 90% sur les recettes pétrolières. Bien que les données officielles sur le montant exact des importations de véhicules soient difficiles à obtenir, il est clair que ce secteur représente une part importante des importations du pays. En développant une industrie automobile locale, la Guinée Équatoriale espère ainsi réduire sa dépendance aux importations, limiter les fuites de devises et créer des emplois. L'objectif étant de stimuler les secteurs manufacturier, agricole, et touristique, afin de réduire la vulnérabilité du pays aux fluctuations des prix des matières premières.

4 avions**Flotte aérienne**

Air Congo va renforcer sa flotte avec quatre autres Boeing 737-800 dans moins d'un an et de deux autres avions de cette envergure dans les deux prochaines années

60 000 véhicules**Capacité de production**

La société Innoson Vehicle Manufacturing Company (IVM) dispose d'une capacité de production de plus de 60 000 véhicules par an.

2,5 milliards de Fcfa**Budget**

En 2025, la SCDP envisage de construire un nouveau bac de stockage de gasoil d'une capacité de 5000 m³ à Belabo, région de l'Est.

Les manœuvres de la SCDP pour éviter une rupture de la chaîne d'approvisionnement en 2025

GAZ DOMESTIQUE, PÉTROLES, CARBURANTS

Le bras séculier de l'Etat en matière de stockage et transfert des produits pétroliers, cible entre autres une croissance de +3 % des enlèvements des produits blancs.

Par Albert Amougou

Le 22 janvier dernier, à Douala, lors du lancement du budget de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP), Véronique Manzoua, Directrice Générale de l'entreprise, a dévoilé une feuille de route ambitieuse. Celle-ci vise notamment à renforcer la sécurité des sites de stockage, à optimiser les capacités de stockage et à intensifier les mécanismes de contrôle. Par ailleurs, la SCDP souhaite améliorer sa gouvernance en renforçant la transparence et la responsabilité du personnel. L'entreprise prévoit également



des cuves de stockage de la SCDP

de diversifier ses activités en acquérant des moyens logistiques supplémentaires et en développant son réseau de distribution. Selon les informations de la société, ce bras séculier de l'Etat en matière de stockage et de transfert des produits pétroliers souhaite atteindre une croissance de 3 % des enlèvements de produits blancs et une hausse significative de 11 % des mises à la consommation de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) en 2025. Ces objectifs ambitieux visent à garantir une alimentation régulière du marché en produits pétroliers, en

particulier à l'approche des élections présidentielles. « Le tout accompagné d'un programme d'investissements structurants pour la période 2025-2027. », précise la source, gardant secret le montant de l'enveloppe allouée pour ce projet. Pour atteindre ces objectifs, l'entreprise prévoit d'investir plusieurs milliards de FCFA. Les premiers résultats de ces investissements, réalisés en 2024, sont attendus dès cette année. Notamment, le renforcement de l'accès au gaz domestique sera favorisé par la mise en service de la sphère 06 à Bonabéri, dont

la capacité a été portée de 2 500 à 3 500 tonnes métriques (Soit + 1000 TM) grâce à un investissement d'environ 9 milliards de Fcfa, permettant ainsi d'accroître de 40 % la disponibilité du gaz pour les ménages. L'entreprise envisage également de construire un nouveau bac de stockage de gasoil d'une capacité de 5000 m³ à Belabo, région de l'Est. Les travaux y relatifs, estimés à 2,5 milliards de Fcfa, seront financés par les budgets des exercices 2024-2025. Par ailleurs, la modernisation des infrastructures se poursuivra à travers le pays, avec l'installation de nouveaux compteurs

intelligents, qui permettront une gestion optimisée de la consommation et une plus grande transparence dans les opérations.

Un budget confidentiel

Il est à noter que la gestion du budget de la SCDP est traitée de manière très confidentielle. En 2024, bien que le montant initial de ce dernier n'ait pas été rendu public, la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers a dû revoir ses prévisions financières afin de compenser l'impact de la hausse des prix des carburants, qui a affecté l'ensemble du secteur pétrolier camerounais depuis février. Ni la valeur de l'augmentation, ni le montant du budget révisé n'ont été divulgués. Ces mesures s'inscrivent dans une démarche de résilience face à un contexte économique marqué par une volatilité des prix des hydrocarbures.

Le trésor caché de la SCDP

Bien que le montant exact du budget 2025 de la SCDP n'ait pas été dévoilé, l'entreprise prévoit de réaliser d'importants investissements. Ces investissements s'inscrivent dans une stratégie globale visant à renforcer ses capacités de transport et de stockage. Dans cette optique, la SCDP souhaite notamment augmenter

son parc de wagons-citernes, actuellement composé de 94 unités, afin d'optimiser le transfert de produits pétroliers par voie ferroviaire. Rappelons qu'en septembre dernier, Véronique Manzoua Epse Moampea Mbio, Directrice Générale de la SCDP, s'est rendue au Maroc pour étudier les possibilités d'acquérir de nouveaux wagons-citernes. Cette démarche s'explique par la volonté de la société de répondre à une demande croissante en produits pétroliers et de réduire sa dépendance vis-à-vis du transport routier jugé coûteux et moins sécurisé par les experts du secteur. Rappelons que la SCDP est le fruit d'un actionariat pluriel composé de 11 entités, dont les plus importants incluent CORLAY (17%), la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) avec 15%, et la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) à 14,99%. Des participations supplémentaires proviennent de la SNI, du Port Autonome de Douala, et de grandes sociétés pétrolières comme Total Energies et Oilibya. Cette diversité d'actionnaires confère à la SCDP une assise financière solide et lui permet de bénéficier d'un large éventail de compétences et d'expertises.

Au Congo, Air Congo et Ecair engagent un processus de fusion

TRANSPORT AÉRIEN

Les deux compagnies aériennes qui ont nouvellement lancé leurs activités en 2024, entendent se mettre ensemble afin de doter la région d'un transporteur compétitif.

Par SPM

Le projet de fusion entre Air Congo et Ecair est entré dans sa phase de négociation. C'est ce qu'annonce le gouvernement congolais lors de la réunion entre les partenaires sociaux et les autorités tenue à Brazzaville le 24 janvier 2025. Cette annonce intervient après le lancement des activités d'Air



un avion d'Air Congo

Congo le 17 décembre 2024 à Kinshasa, grâce au partenariat technique et financier conclu avec Ethiopian Airlines. Air Congo est donc le fruit d'un modèle de coopération public-privé, avec une participation de 51 % pour la RDC

et de 49 % pour Ethiopian Airlines.

En dehors de l'annonce des autorités de Brazzaville, rien d'autre n'a encore filtré sur les contours de ce projet de fusion qui pourrait donner naissance à une entité ré-

gionale disposant d'une flotte d'une vingtaine d'appareils. Les deux futurs associés possèdent le même partenaire technique, à savoir Ethiopian Airlines. Ecair bénéficiera ainsi du réseau de dessertes d'Air Congo, soit 53 destinations,

et de sa vision stratégique dans une région où les compagnies aériennes répondant aux normes européennes ne sont pas nombreuses.

En plus, des marges bénéficiaires que logne Ecair, le Congo vise également à travers la connectivité aérienne que va offrir cette alliance, le développement de l'économie, à travers le tourisme, les échanges culturels et les opportunités d'emploi.

Selon le gouvernement de la République démocratique du Congo, Air Congo va renforcer sa flotte avec quatre autres Boeing 737-800 dans moins d'un an et de deux autres avions de cette envergure dans les deux prochaines années. Les dirigeants de la compagnie expliquent que l'alliance avec le transporteur éthiopien est bénéfique dans l'organisation de la régularité, la sécurité et la ponctualité des vols intérieurs ; la formation du personnel navigant ; la discipline dans la

gestion ; l'implémentation de bonnes pratiques de gestion ; l'amélioration des installations aéroportuaires ainsi que l'organisation des vols cargo inter-provinces.

Pour la RDC, Air Congo doit compter parmi les compagnies aériennes durables et fiables, offrant une connectivité domestique, régionale et internationale notamment Bruxelles, Paris, Dubaï, ainsi que des villes africaines telles que Johannesburg, Dar es Salaam et Luanda.

Le transporteur brazzavillois qui a relancé ses activités l'an dernier au mois de mai, dispose d'un parc d'aéronefs de 06 appareils ; les dirigeants indiquent avoir mis en place des mécanismes de financement qui garantissent une stabilité et une solidité financière et opérationnelle qui l'abrite des problèmes de gouvernance l'ayant conduit à suspendre ses activités pendant huit ans.

109,197 milliards de Fcfa**Budget**

C'est l'enveloppe climato-sensible dédiée au ministère de l'Eau et de l'Energie en 2024.

431,41 milliards de Fcfa**Pipie line Tchad Cameroun**

C'est le montant mobilisé au titre de droit de transit entre 2003 et septembre 2023.

1 022 milliards de Fcfa**Recettes douanières**

C'est le montant global des recettes douanières mobilisées au Cameroun en 2023.

Le Cameroun injecte 225 milliards de Fcfa dans la budgétisation climatique en 2025

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Les fonds serviront à la réalisation de projets agropastoraux, de transports, énergétiques, d'infrastructures routières, urbaines, sanitaires, de préservation de la faune ou encore de protection de la nature.

SPM

Pour l'année expérimentale de la budgétisation sensible au climat (BSC), le Cameroun a engagé 09 administrations pilotes. Il s'agit des ministères des Travaux publics ; de l'Habitat et du développement urbain ; de l'Eau et de l'Energie ; des Transports ; de l'Agriculture et du développement rural ; de l'Elevage ; de la Santé ; des Forêts ; et de l'Environnement etc. Cette option gouvernementale fait suite à la conclusion, il y a un an, d'un accord entre le Fonds monétaire international et le Cameroun adossé à la Faci-



lité de résilience et durabilité (FRD) sur 18 mois à compter janvier 2024.

Ceux-ci consistent à protéger les personnes et les biens en agissant pour la sécurité et la santé publique ; tenir compte des aspects sociaux et éviter les inégalités devant les risques ; limiter les coûts et tirer parti des avantages ; et préserver le patrimoine naturel. Sur le plan opérationnel, en 2025, la BSC ciblera dans un premier temps les dépenses de l'Etat suivant trois marqueurs budgétaires : l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation des changements climatiques et la protection de la biodiversité.

Dépenses climato-sensibles

Les dépenses d'investissement favorables à la lutte contre les changements climatiques des 09 administrations pilotes s'élèvent à 225,331 milliards de Fcfa et sont issues des ressources propres de l'Etat à hauteur de 62%, et 38% de financements extérieurs. Ce qui constitue 12,27% du budget total des administrations pilotes cette année et 3,11% du budget général de l'Etat. La plus grande enveloppe climato-sensible est dédiée au ministère de l'Eau et de l'Energie avec 109,197 milliards de Fcfa. Celle-ci servira à la construction des aménagements hydroélectriques dans plusieurs villes et localités du Cameroun ; la construction de centrales

photovoltaïques, l'usine de pied du barrage hydroélectrique de Lom Pangar dans la région de l'Est-Cameroun, des centrales solaires, de mini centrales hydroélectriques, le raccordement énergétique des industries, etc.

Lutte contre l'exploitation forestière illégale, le braconnage, la restauration des paysages forestiers dégradés avec les essences adaptées au climat de la zone, reboisement ou encore protection de la faune sont entre actions que les fonds mobilisés par le BIP contribueront à mener. Ensuite, le ministère de l'Habitat et du développement urbain vient en seconde position avec 44,623 milliards de Fcfa, tandis que le ministère des Travaux

publics (Mintp) boucle ce trio de tête avec 32,600 milliards de Fcfa. Entre autres projets climato-sensibles, il y a la contribution de l'Etat dans la construction de la voie expresse Lolabé (port de Kribi) - Campo, projet pour lequel l'étude d'impact environnemental et social prend en compte les aspects climatiques, concernant les mesures d'adaptation dans la réalisation du projet en prévision d'éventuels changements climatiques.

Exemple du Bénin

Quant au Minhdu, l'enveloppe servira à préserver la biodiversité aquatique, à mener des actions de verdissement, de stabilisation des bordures du lac municipal de Yaoundé question de limiter l'érosion. La

lutte contre les inondations et la création de ceinture verte à Maroua, Buea, Yaoundé et d'autres villes, sera au centre des projets « d'amélioration des systèmes de drainage » et « d'assainissement de Yaoundé », la capitale camerounaise.

Pour rappel, le Bénin a lancé la budgétisation sensible au climat en 2023 dans les secteurs de l'agriculture, la santé, l'énergie, l'eau, les infrastructures, la zone côtière et le tourisme. Ainsi au titre de la loi de finances 2025, les crédits climat ouverts pour donner effet à la politique climat, s'établissent à 640,664 milliards de FCFA contre 550,924 milliards de FCFA en 2024.

1 056 milliards de Fcfa mobilisés en 2024 (+ 3,32%)

RECETTES DOUANIÈRES

Bien qu'en hausse de 34 milliards de Fcfa par rapport à 2023, l'administration douanière n'a pas atteint l'objectif escompté dans la Loi de Finance rectificative qui était de 1094,6 milliards de Fcfa.

Par Albert Amougou

Au Cameroun, les recettes douanières ont continué de progresser en 2024, atteignant 1 055,9 milliards de Fcfa, contre 1022 milliards de Fcfa en 2023, soit une hausse de 34 milliards de Fcfa par rapport à l'année précédente (+ 3,32%). Cette performance est le fruit d'une amélioration continue des procédures et d'un renforcement des contrôles, malgré un contexte international complexe. Comme l'a souligné Edwin Fongod Nuvaga, Directeur général des Douanes du Cameroun (DGD), la douane camerounaise a réussi à maintenir une trajectoire ascendante.

Bien qu'ayant enregistré un embellie en glissement annuel, la DGD n'a pas atteint l'objectif de 1 094,6 milliards de Fcfa contenu dans la loi



Edwin Fongod Nuvaga, Directeur général des Douanes du Cameroun

: +12,1% (+4,7 milliards) et le Nord : +18,5% (+1 milliard).

L'administration douanière ne s'appesantit pas sur les mobiles ayant empêché l'atteinte des résultats escomptés. Toutefois, le premier trimestre 2024 présageait déjà un exercice budgétaire pour la DGD. La raison, sur une cible de 250 milliards de Fcfa, seuls 215,3 milliards de Fcfa avaient été collectés soit un taux d'exécution de 86,1% pour un déficit de 34,7 milliards de Fcfa. Des sources contactées au sein de la Direction générale des Douanes expliquent cette situation par plusieurs facteurs. Il s'agit entre autres : de la fraude, la contrebande, l'instabilité du cours du Naira qui entraîne une chute du niveau de perception des droits et taxes de douane sur les biens importés du Nigéria.

De plus l'on déplore les impayés de l'Etat à travers son entité qu'est la Société nationale de raffinage (Sonara) ; l'unique raffinerie du pays basée dans la région du Sud-Ouest dont quatre des treize unités ont été victime d'un violent incendie dans la nuit du 31 mai au 1er juin 2019. « Déplorait notre source en juillet 2024. Pour rappel, en 2023, la DGD avait largement dépassé ses objectifs. Sur 973 milliards de Fcfa attendus, 1 022 milliards de Fcfa avaient été mobilisés. 1 144 milliards de Fcfa sont projetés dans la loi de finances de 2025.

Le droit de transit du pétrole tchadien rapporte 40,2 milliards de Fcfa au Cameroun en 2024

PIPELINE

Ce chiffre représente 19,3% des recettes hors budget collectées par l'administration douanière camerounaise au cours de l'année écoulée.

Marius Zogo

Au Cameroun, le droit de transit du pétrole tchadien sur le territoire camerounais a rapporté 40,2 milliards de Fcfa au pays en 2024. Ce chiffre a été révélé le 27 janvier dernier par Fongod Edwin Nuvaga, le Directeur général des douanes (DGD) à l'occasion de la cérémonie mondiale de la Journée

titution ne renseigne pas sur le volume vendu mais l'on peut remarquer que le droit de transit du pétrole tchadien, à travers le pipeline construit entre la Cameroun et le Tchad représente en 2024; 19,3% des recettes hors budget de la Douane ressorties à 208,2 milliards de Fcfa. Il est en hausse d'environ 5 milliards de Fcfa par rapport aux 36,5 milliards de Fcfa engrangés par exemple en 2022 au titre après 31,3 milliards de Fcfa en 2021 et 36,8 milliards de Fcfa en 2020. Au cours des quatre premiers mois de 2023, le Trésor public avait capté 12,12 milliards de Fcfa.

Il faut dire que le pipeline Tchad-Cameroun long de 1080 km a été mis en service en 2003. Le Tchad, un autre pays de la zone Cematic, ne possède pas d'infrastructures nécessaires pour pouvoir transporter son pétrole pour exportation. Il est

donc obligé de transiter par le Cameroun. C'est à travers cette opération que le pays de Paul Biya mobilise des recettes au titre de droit de transit. En amont, elles sont reversées à la Cameroon Oil Transportation Company (Cotco), l'entreprise titulaire de l'autorisation de transport par pipeline (Atp). Sur le plan administratif, le pipeline est géré par le Comité de pilotage et de suivi des pipelines (Cpsp). A en croire les chiffres officiels, il a généré 431,41 milliards de Fcfa de droits de transit de 2003 au 15 septembre 2023 (20 ans) pour l'Etat camerounais. De Doba au Tchad à Komé à Kribi au Cameroun, l'oléoduc terrestre qui permet de transporter le brut tchadien jusqu'au terminal situé dans cette cité balnéaire, a permis le transport de 904,68 millions de barils au cours de la période sous-revue.

PROJET HYDROÉLECTRIQUE DE KIKOT-MBEBE

KHPC lance un appel à candidatures pour trois lots stratégiques

Il s'agit respectivement des travaux de génie civil, d'équipements électromécaniques et de mise en place des lignes d'évacuation et des postes de transformation d'énergie. Chacun de ces lots représente une composante clé d'un projet qui promet de transformer durablement le paysage énergétique camerounais.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND 30), l'État du Cameroun a réitéré son engagement à renforcer l'offre énergétique nationale. Ce projet visionnaire repose sur la création d'infrastructures hydroélectriques à grande échelle. Au cœur de cette ambition, le projet d'aménagement hydroélectrique de Kikot-Mbebe, fruit d'un partenariat public-privé (PPP) entre l'État du Cameroun et Électricité de France (EDF), se positionne comme une pierre angulaire de la transition énergétique. La puissance installée de 500 MW, soutenue par un barrage de 1 200 mètres de long et une usine équipée de 6 turbines Kaplan, en fait l'un des projets les plus ambitieux d'Afrique centrale.

Pour concrétiser cette vision, la Kikot-Mbebe Hydro Power Company SA (KHPC), société de droit camerounais créée en septembre 2023, lance une sélection initiale à invitation en vue de la construction des ouvrages de cet aménagement. L'objectif : identifier des partenaires qualifiés pour mener à bien les travaux, dans le respect des standards internationaux. Ainsi, pour garantir une exécution optimale, KHPC a divisé le projet en trois lots principaux, reflétant les différentes compétences techniques nécessaires.

Le premier lot inclut les travaux de génie civil et les équipements hydromécaniques liés au barrage et à l'usine hydroélectrique. Les structures métalliques, éléments vitaux de l'infrastructure, figurent également parmi les activités couvertes. Les entreprises ou groupements d'entreprises sélectionnés devront respecter des critères rigoureux de qualité et de conformité environnementale. Le second lot lui, concerne principalement l'installation des équipements électromécaniques de l'usine hydroélectrique, incluant les travaux de génie civil de second œuvre. La précision et l'expertise technique sont essentielles



pour assurer le bon fonctionnement des turbines et des systèmes associés. Le troisième et dernier lot englobe l'installation de la ligne d'évacuation de l'énergie, le poste d'évacuation, ainsi que les liaisons usines/postes. Ces infrastructures jouent un rôle crucial dans l'intégration du projet au réseau national.

Soumission des candidatures

La procédure de soumission des candidatures est ouverte depuis le 27 janvier 2025. KHPC invite les entreprises intéressées à exprimer leur intérêt par email, aux adresses électroniques suivantes : appeloffres.kikot@khpc.cm et projet-kikot@edf.fr. Les candidats doivent indiquer clairement le

ou les lots qui les intéressent dans l'objet de leur courrier.

Une fois leur demande enregistrée, les entreprises recevront un Accord de Confidentialité, qu'elles devront signer et retourner. Cet accord est indispensable pour obtenir un accès sécurisé à la plateforme virtuelle iDeals, où elles pourront consulter le dossier de sélection initiale.

Les étapes de la sélection initiale

Le processus de sélection initiale est entièrement digitalisé via la plateforme iDeals. Les candidats peuvent y poser leurs questions, consulter les réponses fournies par KHPC et déposer leurs dossiers de candidature. Une réunion virtuelle d'information est prévue le 12 février 2025 à 14h (heure du Cameroun), afin de présenter le processus de sélection en détail. Les entreprises participantes pourront y poser leurs premières questions en toute confidentialité. Les candidatures retenues à l'issue de cette phase initiale seront invitées à participer à l'appel d'offres, dont le lancement est prévu entre août et septembre 2025.

Collaboration stratégique entre le Cameroun et EDF

KHPC incarne le partenariat stratégique entre l'État du Cameroun et EDF. Avec une participation égale de 50% dans la société, les deux entités visent à combiner expertise locale et savoir-faire international pour mener à bien ce projet ambitieux. EDF, en tant que leader mondial dans le domaine de l'énergie, apporte son expérience et ses ressources pour garantir la réussite de ce projet qui représente une étape majeure dans l'expansion de l'offre énergétique camerounaise. En plus de renforcer la production d'électricité, il créera des opportunités d'emploi et stimulera le développement économique local.

1,3 milliard de Fcfa**Café**

C'est la projection de recettes attendue à l'échelle mondiale de la vente du café pour la campagne 2024-2025.

266 725 018 KG**Cacao**

C'est la production commercialisée de cacao qu'a enregistré le Cameroun durant la campagne 2023-2024.

760 millions de tonnes**Exploitation minière**

C'est la réserve estimée du gisement de fer de Baniaka, situé dans le Haut Ogooué au Sud-Est du Gabon.

Après le cacao, le café bat le record historique des prix de vente

CAMEROUN

Le prix de référence du café arabica a atteint 4 736 Fcfa/Kg sur le tableau des prix quotidiens de l'Office national du cacao et du café (Oncc), le 24 janvier dernier, signant un record historique. Cette performance marque une hausse de plus de 50% depuis la fin de la campagne caféière 2023/2024.

Vicky Bagal

Au Cameroun, le cours du café arabica [variété de café la moins consommée], a bondi de 52% entre décembre 2024 et janvier 2025 selon les don-



Le navire MT Serenade ayant transporté les 30.000 tonnes de gasoil russe destiné à la RCA

nées compilées par l'Office national du cacao et du café (Oncc). Le prix de référence du café arabica a atteint 4 736 Fcfa/Kg sur le tableau des prix quotidiens de l'Office, le 24 janvier dernier, signant un record historique après celui de la fin de la campagne caféière 2023/2024 où la fève s'échangeait à 3 103 Fcfa/Kg. Cette hausse devrait se poursuivre tout au long de l'année 2025 comme pour tous

les pays producteurs selon les analystes des marchés des matières premières de l'Organisation internationale du café (OIC). Aussi, après plusieurs saisons de baisses, les recettes devraient afficher une hausse de plus de 50% à la fin de la campagne en cours (2024/2025), dépassant pour la première fois la barre des 1 milliard de Fcfa (soit près de 1,3 milliard de recettes projeté) malgré une production

annoncée à la baisse.

« L'offre sera limitée à cause des aléas climatiques, cependant cela ne changera pas la situation. La conjoncture sur le marché du café restera favorable pour les pays exportateurs à hauteur de 80% pour les grands exportateurs comme le Brésil, l'Ouganda ou encore l'Ethiopie et de l'ordre de 50% pour les plus petits tels que Madagascar, Cameroun, Rwanda, Burundi » a précisé l'organisation en accord avec les projections de la Banque mondiale dans la dernière édition du Commodity Markets Outlook.

Vers une hausse des revenus des petits producteurs ? Selon la coopérative française Ethicable, le marché du café est le 2ème marché le plus spéculatif après celui du pétrole ce qui a tendance à profiter aux exportateurs et maintenir les petits producteurs sous

le seuil de la pauvreté alors que ces derniers assurent 2/3 de la production mondiale. La situation est quasiment identique au Cameroun où les paysans produisent près de 100% de la production nationale de café pour une rémunération des plus faibles, fragilisant leur résilience face aux défis climatiques.

« Les prix de ventes importants qui sont affichés à l'Oncc ne profitent qu'aux exportateurs. Ils achètent chez nous à vil prix et revendent 100 fois plus à l'international [...] si notre filière reçoit la même attention que celle du cacao de la part du gouvernement, l'on pourrait mettre en pratique le commerce équitable qui garantirait un prix minimum homologué pour les paysans. Au moins 20% contre moins de 5% actuellement avec les 80% restant destinés aux géants de négoce et transformateurs

», a déclaré Edward Botolo, producteur de café propriétaire de 7 hectares de cultures dans le Nord-Ouest. Toutefois, l'Oncc, de son côté, revendique une « meilleure rémunération des producteurs qui ont perçu des prix plus attractifs lors de la campagne 2023/2024 par rapport à ceux de la campagne 2022/2023 ».

A noter que, le Cameroun était classé 8ème pays producteur de café en Afrique avec une moyenne de 35 000 tonnes de café produites entre 2020 et 2022 avant de chuter à moins de 15 000 tonnes les années d'après. Améliorer les conditions de travail et la rémunération des producteurs pourraient, selon Edward Botolo, ramener la production locale à ses belles années et booster davantage les recettes.

Le Gabon a besoin de 12 500 milliards de Fcfa pour réaliser 03 infrastructures

MINES, ÉLECTRICITÉ...

Selon le ministre des Mines du Gabon, l'implémentation de ces projets annoncée pour cette année par le chef de l'Etat Brice Clotaire Oligui Nguema est indispensable à l'exploitation des gisements de fer de Belinga et de Baniaka.

Marius Zogo

Dans son discours à la Nation le 31 décembre 2024, le président de Transition au Gabon Brice Clotaire Oligui Nguema a annoncé le démarrage de trois « grands projets prioritaires » pour le pays au cours de l'année 2025. Il s'agit pour les citer, du Port en eau profonde de Mayumba, la ligne de chemin de fer Belinga-Bouée-Mayumba et le barrage hydroélectrique de Bouée. Au cours d'une audience accordée le 24 janvier à l'ambassadeur de la France au Gabon Fabrice Mauries, Gilles Nembe le ministre des Mines a estimé la réalisation de ces infrastructures à 20 milliards de dollars (environ

12 525 milliards de Fcfa).

En effet, le projet de construction du Port en eau profonde de Mayumba est susceptible de gérer 60 à 100 millions de tonnes de minerais par an. Le président de la Transition l'a soumis aux investisseurs lors du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) et au 2e Forum Économique Gabon-Chine du 3 au 8 septembre 2024. Pour sa part, la construction d'une voie ferrée de 1 200 km de corridors ferroviaires stratégiques, notamment Bélinga-Mayumba et Baniaka-Mvengue fait partie du Programme de Renouvellement de la Voie Ferrée (PRVF). Réalisé, le barrage hydroélectrique de Booué d'une capacité de 400 à 600 MW devrait contribuer à réduire le problème d'accès à l'énergie électrique.

Le groupe chinois Tbea a d'ailleurs manifesté son intérêt lors du Focac pour la construction de ce barrage. Pour Gilles Nembe, la construction de ces projets infrastructurels est « indispensable » à l'exploitation des gisements de fer de Belinga et de Baniaka, des projets sur lesquels ce pays de la Cemac compte pour décupler sa production minière au cours des prochaines années afin de créer plus de richesses.

Le gisement de fer de Baniaka dans le Haut Ogooué au

Sud-Est du pays dispose par exemple d'une réserve estimée à 760 millions de minerais tonnes. Il a été officiellement attribué en janvier 2024 à la société Reminac, une filiale du groupe australien Genmin après quasiment 12 années de négociations avec le gouvernement de Libreville. Pour l'Administrateur directeur général (ADG) de Reminac, Joe Ariti, « le démarrage de la production est prévu dans le courant du deuxième trimestre de l'année 2025 allant de 3 millions de tonnes par an, puis progressivement à 5 et 10 millions de tonnes par an, voire plus », avait annoncé Joe Ariti au sujet du projet estimé à 250 millions de dollars, soit près de 125 milliards Fcfa.

Situé dans la province de l'Ogooué-Ivondo, le gisement de fer de Belinga est d'une réserve estimée à plus de 1,5 milliard de tonnes de fer de minerai. Opérée par le groupe minier australien Fortescue Metals, la mine devrait générer une production annuelle de minerai allant jusqu'à 2 millions de tonnes. Ivindo Iron, entité d'exploitation du projet Belinga, dont Fortescue détient une participation indirecte de 72 %, a effectué l'expédition des premières tonnes de minerai de fer de haute qualité du projet Belinga en décembre 2023.

CACAO

En sa qualité de 3e producteur africain de l'or brun, le Cameroun pourrait connaître aussi une baisse de ses prix selon les acteurs locaux de la filière.

Cindy Mbala Betine

Dans son récent rapport « Commodity markets outlook », la Banque mondiale dresse non seulement le point du mois de décembre 2024 sur le marché des matières premières et présente aussi les perspectives pour l'année 2025. S'agissant du cacao, les prévisions de l'institution de Bretton Woods sur la production et les cours de cette spéculation sont à la baisse. Ainsi, la Banque mondiale table sur une baisse de 13% des cours mondiaux du cacao après une hausse de 30% au mois de décembre, faisant passer le kilogramme au-dessus de 10 dollars soit 6 240 Fcfa. La baisse annoncée qui se poursuivrait en 2026 (-2%) serait en lien « avec l'arrivée d'un supplément d'offre sur le marché », explique la Banque mondiale.

Toutefois, il y'a des chances que la tendance baissière soit inversée : « l'éventuel retour de conditions météorologiques défavorables en Afrique de l'Ouest constitue un risque important de hausse des prix ».

La baisse annoncée pour cette année, intervient dans un contexte spéculatif de la production cacaoyère mondiale détenue à 60% par le Ghana et la Côte d'Ivoire. En effet, lors de la campagne 2023-2024, la production mondiale a baissé de 14% pour se chiffrer à 4,2 millions de tonnes contre 4,9 millions la saison précédente. Une conséquence du recul de la production observée au Ghana et en Côte d'Ivoire. Ainsi, la production mondiale cette année sera déterminée par ces deux mastodontes de l'or brun.

Le Cameroun dans tout ça Le Cameroun en sa qualité de 3e pays producteur de cacao en Afrique n'est pas exempt des prévisions faites par la Banque mondiale. « Les prévisions de la Banque mondiale peuvent effectivement influencer le Cameroun. Malgré une bonne santé du cacao camerounais, la production et les coûts dépendant des tendances mondiales. Si la production en Côte d'Ivoire ou au Ghana augmente, cela pourrait impacter les prix et la demande », explique une source au sein du Conseil interprofessionnel

du cacao et du café (Cicc) du Cameroun. A l'analyse, il y aurait des risques que les prix du cacao camerounais connaissent une baisse lors de cette campagne. Or lors de la campagne 2023-2024, les prix versés aux producteurs ont atteint la barre de 6 300 Fcfa/kg pour un minimum de 1 150 Fcfa/KG. Cette dynamique haussière des prix a suivi cette année. Selon les données de l'Office national du cacao et du café, les prix du cacao en date du 24 janvier sont de 7 000 Fcfa/kg pour la valeur FOB (prix bord-champ) et 7 137 Fcfa/kg pour la valeur CAF (prix à l'exportation).

Pour essayer de fausser les prévisions annoncées, les acteurs camerounais de la filière devront miser sur la qualité du produit mis à la disposition du marché mondial. « Les acteurs du cacao camerounais devront s'adapter en diversifiant leurs pratiques agricoles, en améliorant la qualité et en explorant de nouveaux marchés pour répondre aux fluctuations des cours mondiaux », poursuit notre source. Notons que le cacao produit par le pays est de grade 1 et les procédures de labellisation sont en cours. En sa qualité de producteur de cacao, le Cameroun a durant la campagne 2023-2024 obtenu une production commercialisée de 266 725 018 KG.

200 000 Fcfa

Paiement des taxes

C'est le montant maximal qu'un contribuable congolais peut faire transiter par mobile money pour le paiement de droits, impôts et taxes.

600 millions

Taux d'accès à l'énergie

C'est le nombre d'africains qui n'ont actuellement pas accès à l'électricité, ce qui représente 83 % du déficit mondial d'accès à l'électricité.

6,4%

Electricité au Tchad

C'est le taux d'accès à l'électricité au Tchad selon la Banque mondiale. Soit - 35% dans la capitale et seulement 1% dans les autres provinces.

L'impôt sur les sociétés ramené à 30% au Congo

FISCALITÉ

En plus de l'abrogation de certaines dispositions fiscales et des exonérations de TVA sous certaines conditions pour les produits de grandes consommations, l'Etat a, dans la loi de finances 2025, institué d'autres taxes et droits concernant les centimes additionnels, les jeux de hasard, les taxes locales, et revalorisé les droits d'accises afin de colmater aux exigences communautaires.

Simon Pierre Mbarga

Pour l'exercice 2025, le Congo a ramené le taux de perception de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IS) de 28% à 30%. Ce taux, fixé à 38% dans le Code général



L'impôt sur les sociétés repart en hausse de 2% au Congo

des Impôts du pays, avait été ajusté de 2% à la suite de la survenue de la pandémie de Covid-19 en 2020. Dans un contexte d'amélioration de la collecte des recettes fiscales, l'Etat a décidé de le ramener au niveau d'avant pandémie par souci d'équité et de justice fiscale. Dans le même temps, s'agissant des établissements de microfinance et des mutuelles d'enseignement privé, ce taux est fixé à 25% ; quant aux compagnies minières, aux sociétés d'exploitation de carrières ainsi qu'aux sociétés immobilières, le législateur l'a pondéré cette année à 28%. Les entreprises

étrangères installées au Congo sous certaines conditions, et exerçant certaines activités, acquittent 33% de leur bénéfice au titre dudit impôt. Dans l'optique de financer l'enlèvement des ordures ménagères et le fonctionnement de certaines institutions, notamment les chambres de Commerce, l'on a institué dans la loi des finances 2025, des centimes additionnels communaux dans les patentes affectés aux collectivités territoriales décentralisées. 80% du produit de cette taxe seront affectés aux communes et 20% aux chambres de commerce. Dans la même veine, l'Etat

partagera désormais à parts égales, le produit de la taxe immobilière sur les loyers. Soit 50% pour ses caisses, et les autres 50% aux collectivités territoriales décentralisées dans le but de financer l'enlèvement des ordures ménagères. Il en est de même du produit de la taxe sur les transferts de fonds instituée dans la loi de finances 2024 et dont la répartition accorde 40% à l'Etat. De cette part, 20% sont affectés à la collecte et au traitement des ordures ménagères.

Des exonérations annoncées

Des mesures fiscales spécifiques, permettant la relance dans certains secteurs d'activités et la disponibilité de certains produits de grandes consommations, ont été adoptées dans la loi de finances. Il s'agit de l'exonération de TVA pour l'eau minérale produite au Congo, le gaz domestique et les intrants et services intégrant son conditionnement localement. Sont également concernées par cette disposition, les importations de panneaux photovoltaïques par les start-ups et les Très Petites Entreprises pour leurs activités. Les entreprises forestières,

5%

C'est la TVA qui sera désormais appliquée aux entreprises forestières, important du gasoil et des lubrifiants.

important du gasoil et des lubrifiants de pays limitrophes du Congo se verront appliquer un taux de TVA réduit à 5%. De même, les produits de grande consommation courante, notamment le riz, la farine de froment, les produits de boulangerie, de pâtisserie, additionnés de cacao dans toutes les proportions, certains produits laitiers, etc., sont également concernés par ce taux réduit.

Hausse des droits d'accises
Cette année, les droits d'accises s'en trouvent eux aussi revalorisés conformément aux dispositions communautaires

relatives à l'harmonisation des droits d'accises en zone Cemaac par les Etats membres. Sur les tabacs, ces droits sont désormais pondérés à 30% en conformité avec le Code général des Impôts ; sur les boissons alcoolisées et sucrées, ceux-ci passent respectivement à 25% et 12,5%. Ce qui n'est pas du goût des entreprises brassicoles qui rient à la vie chère et entendent aussi répercuter ces hausses sur les consommateurs.

La taxe sur les jeux de hasard et d'argent se voit appliquer une nouvelle répartition. Instituée dans la loi de finances 2003, le produit de cette taxe est réparti ainsi qu'il suit : 60% pour le budget de l'Etat ; 25% pour l'autorité de régulation des jeux de hasard et d'argent dont le déblocage reste soumis à la constitution des organes dirigeants ; et 15% pour le Fonds national de développement des activités physiques et sportives. En ce qui concerne la perception des droits, impôts et taxes au Congo, en plus des virements et chèques, le mobile money peut désormais être utilisé par les contribuables pour le règlement des montants n'excédant pas 200 000 Fcfa.

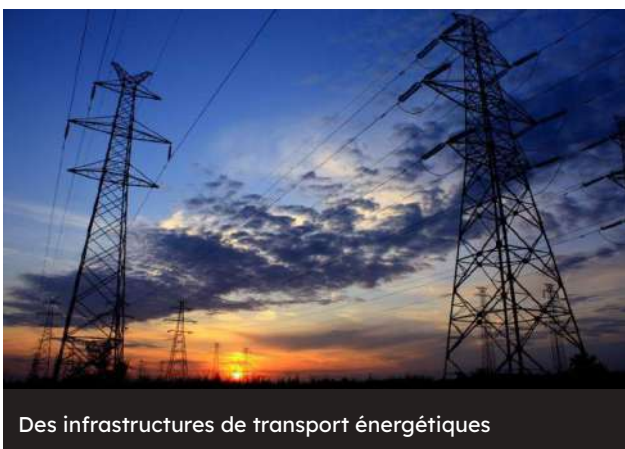
Le gouvernement recherche 1 219 milliards de Fcfa pour améliorer son offre énergétique à l'horizon 2030

TCHAD

La répartition de cette enveloppe prévoit une mobilisation du secteur public de 812,5 milliards de Fcfa (1,299 milliard de dollars) et 406,5 milliards de Fcfa (650,256 millions de dollars) du secteur privé.

Cindy Mbala Beine

1 219 milliards de Fcfa (1,950 milliard de dollars). C'est le besoin en financement du Tchad pour améliorer son offre en énergie à l'horizon 2030. Cette information est contenue dans le « Pacte national de l'énergie de la République du Tchad » qui a été présenté à Daar es Salaam en Tanzanie, lors du sommet Mission Africa energy summit qui s'est tenu du 27



Des infrastructures de transport énergétiques

au 28 janvier et durant lequel les partenaires au développement ont associés leurs forces pour élargir l'accès à l'électricité en Afrique. Avec cette enveloppe, le gouvernement tchadien ambitionne augmenter la capacité de production d'électricité à 90% et à accélérer le rythme d'accès à la cuisson propre à 46%, d'ici 2030.

La répartition de cette enveloppe fait état de ce que le secteur public devra contribuer à hauteur de 812,5 milliards de

Fcfa (1,299 milliard de dollars) et le secteur privé à hauteur de 406,5 milliards de Fcfa (650,256 millions de dollars). D'où l'appel du gouvernement lancé à l'endroit des « partenaires de développement, les philanthropes et le secteur privé afin de « soutenir ses efforts de mobilisation des fonds nécessaires, afin de permettre à la République du Tchad d'engager une transformation énergétique ambitieuse et d'accélérer l'accès universel à une énergie

abordable, fiable, inclusive, durable et propre. » peut-on lire dans le document. Des fonds colossaux pour offrir l'électricité à toutes les couches de la population tchadienne. Selon les données de la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité au Tchad est l'un des plus bas au monde : 6,4%. Soit - 35% dans la capitale et seulement 1% dans les autres provinces.

Dans son ambition de sortir sa population du noir. Le gouvernement tchadien qui est maître d'ouvrage de la mise en œuvre de ce pacte a choisi cinq domaines prioritaires sur lesquels ses actions : la production, le transport, la distribution, le hors-réseau, la cuisson propre et le renforcement de capacités. Ces activités se réaliseront autour de 5 piliers. Il s'agit de : réhabiliter et étendre les infrastructures de production, de transport et de distribution d'énergie à des coûts compétitifs; tirer parti des avantages d'une intégration régionale accrue; adopter les solutions ERD et de cuisson propre pour un

accès final abordable comme éléments essentiels de l'agenda d'accès à l'énergie; inciter la participation du secteur privé pour mobiliser des ressources supplémentaires; et garantir une société nationale d'électricité financièrement viable qui fournit des services fiables et abordables.

Rappelons que le « Pacte national de l'énergie » du Tchad identifie les mesures politiques spécifiques pour répondre aux contraintes du secteur énergétique du pays. Il a pour objectifs de : développer les infrastructures énergétiques à des coûts compétitifs ; tirer parti des avantages de l'intégration régionale de l'énergie ; adopter les énergies renouvelables distribuées et les solutions de cuisson propres comme éléments essentiels du programme d'accès ; favoriser une plus grande participation du secteur privé pour débloquer des ressources supplémentaires et renforcer les services publics.

406,5 milliards FCFA

C'est le montant attendu du secteur privé dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte national de l'énergie du Tchad.



Afriland First Bank

The Fact with Success

S'appuyant sur un réseau étendu de correspondants à l'international, Afriland First Bank vous garantit un accompagnement efficace sur les cinq continents. Leader du marché camerounais, elle allie solidité financière, qualité de service et stratégie de croissance durable, afin de mettre sa performance et son expertise au service du financement de l'économie et des projets de ses clients.

SA au Capital de :
F.CFA 50 000 000 000
RC N° : 87R041
Contribuable :
M 1087000000 43 E

Agrément Banque :
00005/MINFI/DCE2
du 20 juin 1987
SWIFT/BIC :
CCEICMCX

Siège Social :
1063, Place de
l'Indépendance
Yaoundé-Cameroun
B.P : 11834

Tél. : +237 222 233 068
+237 222 223 734
+237 222 225 837
+237 679 529 970
Fax : +237 222 221 785

E-mail :
firstbank@afriandfirstbank.com
Site Web :
www.afriandfirstbank.com

✉ qualite@afriandfirstbank.com
🌐 www.afriandfirstbank.com

📞 222 51 80 50
📱 680 05 80 05

